



Le « Bien Vivre », une piste pour mieux vivre ?

Austérité, endettement public, dérèglements climatiques, produits alimentaires dénaturés, emplois précaires, coupes sombres dans la sécurité sociale..., nombreux sont ceux et celles qui craignent pour leur avenir et celui de leurs enfants L'Organisation de Coopération et de Développement économiques, l'OCDE, comme d'autres organisations internationales, s'interroge de plus en plus sur la question du bien-être des populations et considère que l'approche traditionnelle de la croissance (mesure du PIB) n'est sans doute plus suffisante. Une meilleure connaissance de la vie des gens dans 40 pays autour du monde permettrait, selon elle, de promouvoir des politiques visant le bien-être économique et social. Pas question ici de remettre en cause le système responsable de la dégradation des conditions de vie. Une tout autre approche nous vient des peuples indigènes d'Amérique latine qui ne réclament pas comme l'OCDE davantage de progrès mais davantage de vie, mettant en lumière des valeurs mises à mal en Occident. Ils appellent cela le « Bien Vivre ».

Qu'est-ce que le « Bien Vivre » ?

Avant l'arrivée des Espagnols en Amérique latine, les populations possédaient leurs savoirs propres, leurs croyances et leur vision du monde ; elles vivaient en harmonie avec la nature. La colonisation a détruit des peuples entiers et combattu cette façon de vivre à coups d'arguments et de symboles religieux. Mais la conscience collective n'a jamais disparu et les peuples colonisés ont transmis, dans la clandestinité, leur vision du monde. « Ce que les Espagnols ont trouvé, ce fut un profond respect et une reconnaissance de l'univers et de l'être humain ; tous nous étions un même élément : la vie », explique Rodolfo Pocop Coroxon de la Coordination nationale indigène et paysanne du Guatemala (CONIC) (1).

Il faudra attendre longtemps pour que les droits des populations indigènes soient reconnus sur le plan national, continental et international. C'est au cours des dernières décades qu'elles se sont organisées et ont donné naissance à un mouvement puissant, principalement dans les pays andins et plus spécialement en Equateur et en Bolivie. Les crises à partir des années 2000 ont accéléré les choses. Les Indigènes ont pris conscience qu'ils étaient eux aussi les victimes du néolibéralisme et ont cherché comment s'opposer à cette logique. Leur inquiétude a rejoint celle d'autres groupes sociaux, préoccupés par l'avenir de la planète. Tout cela a contribué à ranimer et reconstruire des concepts traditionnels comme le « Bien Vivre » qui fait référence à la réciprocité, l'équilibre, la paix, l'égalité... Le concept est en constante construction.

Nouveau modèle de vie face à la conception occidentale, pour les uns, garantie d'une série de droits sociaux, économiques et environnementaux, pour les autres, c'est Eduardo Gudynas, chercheur uruguayen qui a beaucoup publié sur le sujet, qui résume le mieux les différentes interprétations données du « Bien Vivre » : une critique du modèle actuel de développement et un appel à en construire un autre basé sur la qualité de vie pour tous y compris la nature.

« La conscience du caractère profondément destructeur du capitalisme comme fondement économique d'une culture du progrès sans limites et qui ignore les externalités sociales et écologiques progresse chez les peuples indigènes comme dans beaucoup d'autres milieux sociaux du continent, explique François Houtart. La défense de la vie, la proposition d'une éthique du « Bien Vivre », la récupération des équilibres de l'écosystème et l'importance du collectif face à l'individualisme sont des valeurs qui orientent les mouvements progressistes dans le monde entier. » (1)

Le modèle de développement dominant détruit les sociétés et les écosystèmes et transforme tout en marchandise. Le capitalisme s'est présenté dans l'histoire aux populations indigènes sous la forme de la colonisation avec toutes les conséquences physiques et culturelles que l'on sait. Aujourd'hui, il fait pression sur les terres ancestrales au travers des activités extractives et de l'accaparement des terres agricoles. C'est la raison pour laquelle les peuples indigènes en même temps qu'ils revendiquent leur identité culturelle condamnent aussi radicalement le système capitaliste comme cause première de leur souffrance actuelle.

La nature a des droits

La nature occupe une place privilégiée dans la vision du « Bien Vivre », mais il s'agit ici d'une véritable philosophie de l'environnement qui se distingue nettement de la vision anthropocentriste européenne (utilitariste). « Dans les philosophies andines, explique Eduardo Gudynas, dominer ou contrôler l'environnement n'a aucun sens. On coexiste avec la Terre Mère (Pacha Mama) qui est source de vie. » (2) Des liens de réciprocité, de complémentarité et d'interdépendance entre les êtres humains, la communauté et la Mère Terre existent. Et communauté ici ne signifie pas comme en Occident une catégorie sociale mais englobe les personnes, les animaux, les plantes, les montagnes et les esprits des défunts.

Le capitalisme qui détruit les écosystèmes attente à la reproduction de la vie. Changer les pratiques économiques et le système culturel qui les justifie est aujourd'hui un impératif éthique. Car ce système qui promeut une croissance sans tenir compte des dommages à la nature détruit l'homme lui aussi provoquant de graves inégalités sociales et la faim et la misère pour des centaines de millions d'êtres humains. Dans la perspective du « Bien Vivre », l'économie vise à satisfaire les besoins matériels et spirituels des êtres humains, elle est au service du bonheur et de la qualité de vie.

Utopie ?

On pourrait penser que tout cela est bien alléchant mais aussi complètement utopique. Ce n'est pas si sûr ! Deux pays au moins, l'Equateur et la Bolivie, ont fait du « Bien Vivre » la base fondamentale de leur Constitution montrant par là son importance politique. L'article 276 de la Constitution équatorienne établit que le « Bien Vivre » « implique d'améliorer la qualité de vie de la population et de développer ses capacités et potentialités ; de compter sur un système économique qui promeut l'égalité au travers de la redistribution sociale et territoriale des bénéfices du développement ; d'impulser la participation effective de la citoyenneté dans tous les lieux publics ; d'établir une relation harmonieuse avec la nature ; de garantir la souveraineté nationale ; de promouvoir l'intégration latino-américaine et de protéger la diversité culturelle. » (3) La Constitution équatorienne est la première au monde à reconnaître les droits de la nature : respect intégral de son existence et du maintien de ses cycles de vie et de leur régénération.

Il n'existe pas de modèle à suivre, pas de situation idéale qui s'imposerait à nous, mais pourquoi ne pas regarder au-delà des frontières de l'Europe? Les pratiques ancestrales de certains peuples vivant en

harmonie avec leur environnement sont riches en enseignements et rompent avec un système économique de plus en plus décrié dans le monde.

A l'occasion des journées d'étude ACRF 2010 sur les crises, François Houtart évoquait le concept de « Bien commun de l'humanité. » (4) Ce dernier a été présenté à la session 2008-2009 de l'Assemblée générale des Nations Unies comme un instrument de sortie des crises touchant l'humanité et la planète. Réguler le système capitaliste ne suffit pas, il faut proposer des alternatives à sa logique qui entraîne de graves dommages écologiques et des inégalités sociales profondes. Le « Bien Vivre » n'en serait-il pas déjà une traduction concrète ?

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF – Plein Soleil

- (1) François Houtart, *El concepto de Sumak Kawsai (buen vivir) y su correspondencia con el bien comun de la humanidad*, 02/06/2011, www.alainet.org.
- (2) www.revuedeslivres.fr
- (3) Gobierno Nacional de la Republica Del Ecuador, Secretaria Nacional de Planificacion y Desarrollo.
- (4) [Journées d'étude ACRF, septembre 2010 et François Houtart, *Le bien commun de l'Humanité*, Couleur livres, 2013.](#)

Cette analyse est disponible en format PDF sur notre site Internet
www.acrf.be/Publications/Analyses/Analyses_2012

L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Merci !

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES

ACRF - ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

www.acrf.be – contact@acrf.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Avec le soutien
de la Fédération Wallonie - Bruxelles